

ADC-IKIBIRI

Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi

Mot liminaire de la Conférence de presse de la Coalition ADC-IKIBIRI du 9 Mars 2011.

1. En date du 24 février 2011, il y a, exactement deux semaines, l'ADC-IKIBIRI, a fait une évaluation de neuf mois de l'inoubliable date quand le CNDD-FDD appuyé par la CENI et certains éléments de la Police Nationale du Burundi a fait un hold up électoral caractérisé par des fraudes massives, l'achat des consciences avec les moyens de l'Etat et l'aide de la Communauté internationale sous la complicité de la CENI et avec l'œil complaisant de la Communauté Internationale. Ainsi ce hold up électoral du 24 mai 2010 ne peut être considérée qu'un refus tragique de la démocratie et le dénigrement du peuple burundais.
2. C'est pourquoi, la Coalition ADC-IKIBIRI a préféré ne pas cautionner ces tricheries et a suspendu sa participation aux pseudo-élections. L'ADC-IKIBIRI avait proposé la mise en place d'un cadre de dialogue pour redresser la situation à temps
3. Les institutions issues de cette mascarade électorale vient de faire 6 mois de tâtonnement, de mauvaise gestion, de promesses vaines, d'introduction des réformes mal pensées surtout dans les différents secteurs sensibles de la vie nationale tels que l'éducation, la santé, la sécurité, l'énergie, la bonne gouvernance etc. La flambée des prix des produits de première nécessité, la hausse des prix des produits stratégiques tel que le carburant, la question de redéploiement des enseignants, les engagements et les promesses non tenus suivis par la revendications légitimes des syndicats est une résultante de ce pilotage à vue des destinés du pays.
4. L'ADC-IKIBIRI trouve normal la situation actuelle car, les élections truquées ne pouvaient qu'engendrer un gouvernement sans vision, sans ligne directrice, constitué d'hommes et femmes improvisés, d'où des contradictions quasi journalières dans la gestion quotidienne de la nation.
5. La population burundaise et la communauté internationale sont témoins de l'incohérence notoire au sein de l'équipe dirigeante du régime actuel et au Parti CNDD-FDD. Des déclarations diamétralement opposées sont régulièrement entendues dans les médias et désorientent le peuple burundais et les amis du Burundi qui aimeraient venir en aide à notre nation ou investir dans notre beau pays. La récente sortie médiatique très remarquée de l'Honorable Manassé MBONIMPA qui vient de mettre à nue la véritable face cachée du parti des « Abagumyabanga » donne raison aux revendications que la Coalition ADC-IKIBIRI ne cesse de clamer haut et fort. Nous saisissons cette occasion pour lui témoigner notre sympathie et notre soutien dans sa démarche de démasquer les loups en peau d'agneau qui dirigent le parti et le pays.
6. **Sur le plan politique**, le régime en place chante la démocratie mais dans les faits empêche les partis politiques de fonctionner, élabore et met en application les plans de division des partis politiques par la création des ailes, forcer les leaders des

partis politiques à l'exil. C'est le cas de Agathon RWASA, Président du FNL, Léonard NYANGOMA, Président du CNDD, Alice NZOMUKUNDA, Présidente de l'ADR, Alexis SINDUHIJE, Président du MSD, Anicet NIYONKURU, Président du CDP et autres leaders politiques des partis membres de l'ADC-IKIBIRI.

7. **Sur le plan des droits de l'homme**, malgré l'existence d'un ministère en charge des droits de l'Homme, certains éléments de la Police Nationale de connivence avec les milices IMBONERAKURE, et les agents du Service national de renseignements sont toujours à la chasse des membres de l'ADC-IKIBIRI qui sont intimidés, emprisonnés et mêmes tués sous prétextes qu'ils collaborent avec ce que le régime en place appelle cyniquement : les voleurs, les affamés, les fous, etc.
8. **Sur le plan de la bonne gouvernance économique**, bien que le Président NKURUNZIZA ait lancé le mot d'ordre de tolérance Zéro ; qu'existent des institutions en charges de lutte contre la corruption et les malversations économiques, force est de constater que les caisses de l'Etat continuent à être vidées, le patrimoine national est bradé, les ressources naturelles exploitées à vil prix et tous cela au profit d'une poignée de gens couvertes par l'impunité.
9. La Loi portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes ne frappent pas les parlementaires, les Ministres, les mandataires politiques ou publics ayant rang de ministre, les officiers généraux, les gouverneurs, les magistrats de juridictions supérieures etc. Ces catégories de personnes sont à l'abri sous la haute protection de l'Etat en témoignent les réactions brutales et même sauvages aux récentes révélations de l'Honorable Manassé MBONIMPA. Finalement seuls les petits fonctionnaires sont susceptibles d'être poursuivi, si évidemment eux-mêmes ne sont pas couverts par « **le haut** ». Vous vous souviendrez des dossiers Air Burundi, REGIDESO, EMGECO, COGERCO, beaucoup de marchés attribués illégalement par les services de l'Etat dont les auteurs restent impunis jusqu'aujourd'hui.
10. Selon le président de la ligue des jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD, le député Ezechiel NIBIGIRA, les acteurs de la société civile, les citoyens honnêtes qui dénoncent et qui dénonceront les malversations économiques commis par le régime en place seront sévèrement sanctionnés. C'est très dommage qu'un représentant du peuple confond un programme du pouvoir et une propriété intellectuelle. Visiblement, pour le président des IMBONERAKURE, la tolérance zéro n'est que propriété privée du président NKURUNZIZA et ne sera appliquée que par lui seul sous peine de faire du plagia.
11. Les membres du gouvernement rivalisent dans des contradictions démontrant à suffisance l'incohérence dudit gouvernement. En guise d'exemple, sur base de certains rapports qui classent le Burundi parmi les pays les plus corrompus de cette planète, le 2^{ème} Vice-président de la République reconnaît que jusqu'au mois de septembre les bailleurs de fonds avaient débloqué moins de 20% des appuis financiers promis tandis que pour la ministre des Finances, toutes les promesses ont été honorées. Concernant les cahiers dits ougandais ce fut un drame, franchement ! Pour le président NKURUNZIZA, les présidents des deux chambres du Parlement et le Ministre SAIDI KIBEYA, il s'agit d'une aide que le Gouvernement Ougandais a accordé au gouvernement du Burundi. Pour la Ministre des finances, les cahiers ont été achetés par le Gouvernement du Burundi. Qui de

ces illustres personnalités a pris le risque de tromper le peuple burundais? Comme on le dit souvent le mensonge prend l'ascenseur et la vérité le chemin de l'escalier mais finit par la rattraper. « Wait and see ». Qui vivra verra ! Quid du dossier restructuration de la REGIDESO ! Pour le porte-parole du gouvernement, le dossier a été bien planifié, bien préparé et bien confectionné, quelque jours plus tard, la Ministre des finances parle d'autre chose. Finalement où allons nous avec un gouvernement plein de contradictions et d'incohérences ?

12. L'opinion tant nationale qu'internationale reste toujours sur sa soif en ce qui concerne les gros dossiers comme Falcon 50, Interpetrol, SOSUMO, dette de l'Ouganda envers le Burundi de 14,2 millions de dollars, des contrats d'exploitation minière, le marché de 600 milliards annulé après dénonciation par l'OLUCOME etc. Tout le monde se pose des questions sur les véritables mobiles de ces détournements quand on se souvient comment de tels régimes terminent leurs mandats.
13. Sur le plan social, le Gouvernement CNDD-FDD promet aux syndicats une harmonisation des salaires et parallèlement continue à augmenter les salaires des corps qu'il croit pouvoir manipuler le moment venu. Ils se trompent fort car nous sommes persuadés et convaincus que plus rien ne sera comme avant. Certains sont conscients de leur obligation de neutralité et de professionnalisme.
14. Le Gouvernement CNDD-FDD, malgré les difficultés de régulariser les arriérés de salaires pour certaines catégories de fonctionnaires tels que les enseignants, continuent à caser des militants du parti au pouvoir sans passer par les voies et les procédures légales. Les chômeurs sont obligés de se renier ou chercher des pots de vin pour trouver un emploi dans les services de l'Etat.
15. le gouvernement CNDD-FDD continue le nettoyage aux postes techniques de tous les militants de l'opposition en violation de la Constitution et de la loi n°1/09 du 17 mars 2005 portant distinction des fonctions politiques et fonctions techniques. Le CNDD-FDD dans la nomination aux postes techniques privilégie le militantisme à la place des compétences d'où le tâtonnement et le blocage de certains services dirigés par des militants du CNDD-FDD zélés et inaptes.

Face à cette situation, la Coalition ADC-IKIBIRI porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

16. La Coalition ADC-IKIBIRI continue à rappeler que la descente aux enfers du pays et la déliquescence de l'Etat du Burundi est en grande partie imputable au parti CNDD-FDD et au hold up électoral du 24 Mai 2011.
17. La Coalition ADC-IKIBIRI dénonce, une fois de plus, les graves pratiques de corruption sous le couvert d'une impunité totale, les détournements des deniers publics, les malversations économiques et financières, les marchés illégaux, le bradage du patrimoine national, la politisation de l'administration, l'ingérence du pouvoir exécutif dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire qui met en mal le principe sacro saint de l'indépendance de la magistrature, les pratiques discriminatoires dans le recrutement des emplois publics.

18. L'ADC-IKIBIRI s'inscrit en faux contre les graves violations des droits de l'homme et des libertés publiques, qui sont en train de miner profondément la nation burundaise. Le Président NKURUNZIZA, son gouvernement et son parti en assumeront la responsabilité devant l'histoire et le peuple burundais
19. Bien que le pays se soit enfoncé dans une impasse sociopolitique profonde, la Coalition ADC-IKIBIRI estime que le Burundi peut se relever si et seulement si la voix de dialogue est érigée en mode de gestion de la société.
20. A ce titre l'ADC-IKIBIRI tend la main de dialogue au Président NKURUNZIZA pour enclencher avant qu'il ne soit encore très tard des mécanismes de dialogue inclusif entre les différents protagonistes et des acteurs importants de la vie sociopolitique burundaise.
21. Le refus de dialogue, les injustices sociales observées ici et là ne peuvent que conduire à une impasse politique avec ses conséquences fâcheuses que le régime actuelle ne devrait pas ignorer. Les leçons apprises de la Tunisie et de l'Egypte devraient les ramener à la raison avant qu'il ne soit trop tard.
22. L'ADC-IKIBIRI rassure le peuple burundais qu'elle restera toujours disposée à dialoguer pour épargner le peuple burundais du virus de division et de mauvaise gestion de la chose publique qui est entrain de s'installer dans tous les secteurs de la vie nationale.
23. L'ADC-IKIBIRI demande à la communauté internationale qui a toujours été aux côtés du peuple burundais de rester toujours vigilante et contraindre le régime en place d'entamer le dialogue afin qu'un débat direct, franc et sincère soit mené avec les différents protagonistes et d'autres acteurs de la société burundaise sur des questions sensibles notamment la sécurité, la corruption et les malversations économiques, le bradage du patrimoine national, la démocratie et la bonne gouvernance, la séparation effective des pouvoirs, les droits de l'homme.

JE VOUS REMERCIE